

**Règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2001 portant réglementation de la pêche aux écrevisses dans les eaux intérieures.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 10, sub 1, 2 et 5 de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Pêche;

Vu l'article 2(1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La pêche aux écrevisses appartenant aux espèces *Astacus astacus* et *Austropotamobius torrentium* est interdite.

**Art. 2.** La pêche aux écrevisses appartenant aux espèces *Pacifastacus leniusculus*, *Orconectes limosus* et *Astacus leptodactylos* est autorisée du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre inclusivement dans les deux catégories d'eaux intérieures par les ayants droit à la pêche.

**Art. 3.** La capture ne peut se faire qu'à l'aide de balances ou de nasses.

**Art. 4.** L'appâtage des balances et nasses n'est autorisé qu'à l'aide de viande provenant de mammifères ou de poissons.

**Art. 5.** Le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant réglementation de la pêche aux écrevisses dans les eaux intérieures est abrogé.

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Intérieur,*  
**Michel Wolter**

Cabasson, le 1<sup>er</sup> août 2001.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2001 portant désignation des emplois du cadre fermé de l'entreprise des postes et télécommunications dans la carrière de l'artisan.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications et en particulier son article 27 alinéa (2) ;

Vu la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat ;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont désignés comme fonction d'artisan dirigeant :

- a) - deux à quatre emplois de responsable technique à la direction générale,  
- un emploi de responsable technique à la division des postes,  
- treize à quinze emplois de chef d'équipe ou responsable technique à la division des télécommunications ;
- b) au moins cinq des emplois énumérés à l'article 2a) ;
- c) indistinctement et jusqu'à concurrence du nombre des postes prévus dans ce grade, des emplois dont les titulaires peuvent avancer suivant leur rang d'ancienneté.

**Art. 2.** Sont désignés comme fonction de premier artisan principal :

- a) - un à trois emplois d'agent artisanal à la direction générale,  
- un à deux emplois d'agent artisanal à la division des postes,  
- vingt-six à trente emplois d'agent artisanal à la division des télécommunications ;
- b) indistinctement et jusqu'à concurrence du nombre des postes prévus dans ce grade, des emplois dont les titulaires peuvent avancer suivant leur rang d'ancienneté.

**Art. 3.** Sont également classés dans le cadre fermé, par dépassement du total des emplois découlant de l'application des articles 1 et 2 ci-avant, les emplois de la carrière de l'artisan désignés dans le règlement grand-ducal du 14 mars 1996 portant désignation des postes du cadre fermé des différentes carrières de l'entreprise des postes et télécommunications dont les titulaires peuvent avancer hors cadre.